

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ARKEA PUBLIC SECTOR SCF

Société anonyme au capital de 160 000 000 euros
Siège social : 1 Rue Louis Lichou – 29 480 LERELLECQ-KERHUON
440 180 842 RCS BREST

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 20 mai 2026

I.-Bilan au 31 décembre 2025

(en milliers d'euros)

Actif	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Caisse, Banques centrales		2	2
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	1 & 6	5 269 954	3 865 896
Opérations avec la clientèle		-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		-	-
Parts dans les entreprises liées		-	-
Immobilisations incorporelles		-	-
Immobilisations corporelles		-	-
Capital souscrit non versé		30 000	30 000
Autres actifs		862	252
Comptes de régularisation	2	11 178	11 019
Total		5 311 996	3 907 169

Passif	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Dettes envers les établissements de crédit		-	-
Opérations avec la clientèle		-	-
Dettes représentées par un titre	3 & 6	5 146 710	3 742 823
Autres passifs		807	264
Comptes de régularisation	4	1 088	1 160
Provisions		-	-
Dettes subordonnées		-	-
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
Capitaux propres hors FRBG	5	163 392	162 922
Capital souscrit		160 000	160 000
Primes d'émission		-	-
Réserves		293	202
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau		869	896
Résultat de l'exercice		2 230	1 824
Total		5 311 996	3 907 169

Hors-bilan (En milliers d'euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés		-	-
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		-	-
Engagements sur titres		-	-
Engagements reçus	7 & 8	6 297 128	4 609 103
Engagements de financement		-	-
Engagements de garantie		6 297 128	4 609 103
Engagements sur titres		-	-
Instruments financiers à terme		-	-

II-Compte de résultat
(En milliers d'euros)

	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits assimilés	9	111 358	82 086
Intérêts et charges assimilées	9	-107 094	-78 633
Revenus des titres à revenu variable		-	-
Commissions (produits)		-	-
Commissions (charges)		-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-

Autres produits d'exploitation bancaire		9	7
Autres charges d'exploitation bancaire		-	-
Produit net bancaire		4 273	3 460
Charges générales d'exploitation		-1 295	-1 033
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-	-
Résultat brut d'exploitation		2 979	2 427
Coût du risque		-	-
Résultat d'exploitation		2 979	2 427
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		2 979	2 427
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices		-749	-603
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
Résultat net		2 230	1 824

III-Annexe

Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

Cadre juridique et financier

La société Arkéa Public Sector SCF, société anonyme à conseil d'administration, a pour activité le refinancement du groupe Crédit Mutuel Arkéa par voie d'émission de titres fonciers bénéficiant du privilège visé à l'article L.515-19 du Code monétaire et financier dans le cadre d'un programme Euro Medium Term Notes à moyen-long terme bénéficiant d'une notation « AAA ».

Faits marquants de l'exercice

Arkéa Public Sector SCF a réalisé trois nouvelles émissions dans le cadre du refinancement du groupe Crédit Mutuel Arkéa :

- Une émission publique de 500 M€ le 27/01/2025 à échéance 7 ans ;
- Une émission publique de 500 M€ le 02/07/2025 à échéance 10 ans ;
- Une émission autoportée de 500 M€ le 10/10/2025 à échéance 30 ans.

Une émission privée a été remboursée le 18/08/2025 pour un montant de 120 M€.

Aucun remboursement anticipé n'a eu lieu en 2025.

Le gisement de créances éligibles au collatéral SCF a été augmenté de 4 Md€ suite à l'intégration en septembre 2025 des crédits gérés sous l'appliquatif LISA.

Le prospectus de base a été mis à jour au 3^{ème} trimestre 2025.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Le règlement ANC 2014-07 a fait l'objet d'une modification par le règlement ANC 2023-03 qui matérialise la suppression des transferts de charges.

Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les méthodes d'évaluation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédits en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Options et méthodes d'évaluation

Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les crédits sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les soultes sont étalées sur la durée de vie des créances concernées selon la méthode linéaire. Elles figurent au bilan en compte de créances rattachées sur établissements de crédit. Leur amortissement figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilées ou en intérêts et produits assimilés.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de vie des titres concernés selon la méthode linéaire. Elles figurent au bilan en compte de régularisation. Leur amortissement figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilées ou en intérêts et produits assimilés.

Les frais d'émission sont étalés sur la durée de vie des titres concernés selon la méthode linéaire. Ils figurent au bilan en diminution de l'encours. Leur amortissement figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilées.

Les intérêts courus sur les dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Frais de personnel

Arkéa Public Sector SCF n'emploie pas de personnel. Elle a constitué le 15 novembre 2010 avec le Crédit Mutuel Arkéa, un groupement de fait destiné à gérer les moyens humains et matériels mis en commun.

Le Crédit Mutuel Arkéa est la société employeuse. Elle met à la disposition d'Arkéa Public Sector SCF les ressources humaines nécessaires lui permettant de répondre à ses obligations contractuelles, légales et réglementaires dans le cadre de ses activités.

La rémunération globale allouée aux membres du conseil d'administration s'élève à 7 200 euros pour l'exercice 2025.

Garanties

Les garanties sont valorisées à la meilleure périodicité, en fonction de la nature des garanties figurant au portefeuille.

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	130 129	-	130 129	130 303	-	130 303
Prêts, valeurs reçues en pension	-	5 067 000	5 067 000	-	3 687 000	3 687 000
Créances rattachées (1)	-	72 825	72 825	-	48 593	48 593
Total	130 129	5 139 825	5 269 954	130 303	3 735 593	3 865 896

(1) Au 31.12.2025, les primes d'émission et les primes de remboursement sur prêts s'élèvent respectivement à - 11 178 K€ et + 877 K€.

Note 2. Comptes de régularisation – Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Valeurs à l'encaissement	-	-
Comptes d'ajustement	-	-
Pertes sur instruments financiers à terme de couverture	-	-
Primes émission TCN et emprunts obligataires	11 178	11 019
Charges constatées d'avance	-	-
Produits à recevoir	-	-
Comptes de régularisation divers	-	-
Total	11 178	11 019

Note 3. Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Principal	Dettes rattachées	Total	Principal	Dettes rattachées	Total
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	5 066 810	79 899	5 146 710	3 686 888	55 935	3 742 823
Total	5 066 810	79 899	5 146 710	3 686 888	55 935	3 742 823

Emprunts obligataires

(En milliers d'euros)

Date d'émission	Principal	Frais d'émission	Montant net	Type	Durée en années	Taux
18/11/2015	-50 000	0	-50 000	Emprunt obligataire	18	1,47%
25/11/2015	-27 000	0	-27 000	Emprunt obligataire	16	1,46%
26/01/2017	-70 000	0	-70 000	Emprunt obligataire	20	1,34%
07/08/2017	-100 000	0	-100 000	Emprunt obligataire	20	1,65%
18/05/2018	-25 000	0	-25 000	Emprunt obligataire	16	1,43%

18/05/2018	-45 000	0	-45 000	Emprunt obligataire	25	1,64%
26/06/2018	-110 000	0	-110 000	Emprunt obligataire	24	1,69%
19/07/2018	-10 000	0	-10 000	Emprunt obligataire	10	0,85%
02/08/2018	-5 000	0	-5 000	Emprunt obligataire	10	0,88%
19/10/2018	-10 000	0	-10 000	Emprunt obligataire	25	1,68%
19/10/2018	-5 000	0	-5 000	Emprunt obligataire	28	1,68%
29/01/2019	-10 000	0	-10 000	Emprunt obligataire	24	1,64%
15/11/2019	-500 000	0	-500 000	Emprunt obligataire	11	0,13%
31/03/2022	-500 000	0	-500 000	Emprunt obligataire	6	0,88%
10/01/2023	-500 000	0	-500 000	Emprunt obligataire	8	3,25%
14/02/2023	-150 000	0	-150 000	Emprunt obligataire	8	3,25%
14/02/2023	-100 000	0	-100 000	Emprunt obligataire	8	3,25%
13/11/2023	-100 000	0	-100 000	Emprunt obligataire	8	3,25%
28/02/2024	-750 000	48	-749 952	Emprunt obligataire	5	3,11%
14/06/2024	-500 000	45	-499 955	Emprunt obligataire	12	E3M+0,45%
27/01/2025	-500 000	47	-499 953	Emprunt obligataire	7	3,00%
02/07/2025	-500 000	51	-499 949	Emprunt obligataire	10	3,23%
10/10/2025	-500 000	0	-500 000	Emprunt obligataire	30	E3M+0,85%
	-5 067 000	190	-5 066 810			

Note 4. Comptes de régularisation – Passif

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	-	-
Produits constatés d'avance	-	-
Charges à payer	211	109
Comptes d'ajustement	-	-
Comptes de régularisation divers	-	-
Péréquation à verser	-	-
Remboursement de péréquation à verser	-	-
Autres charges à payer	-	-
Prime d'émission	877	1 051
Soulttes sur prêts	-	-
Total	1 088	1 160

Note 5. Capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	130 000	-	-	130 000
Capital souscrit non appelé	30 000	-	-	30 000
Prime d'émission	-	-	-	-
Total réserves	202	91	-	293
Réserve légale	202	91	-	293
Réserves facultatives et statutaires	-	-	-	-
Réserves plus-values à long terme	-	-	-	-
Autres réserves	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Report à nouveau créditeur	896	-27	-	869
Report à nouveau débiteur	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	1 824	-1 824	2 230	2 230
Dividendes	-	1 760	-	-
Total	162 922	-	2 230	163 392

Le capital est composé de 16 000 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros soit un capital de 160 000 000 euros.

Note 6. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif						
Créances sur établissements de crédit à vue	130 129	-	1 765 000	3 302 000	72 825	5 269 954
à terme	130 129	-	-	-	-	130 129
Créances sur la clientèle	-	-	1 765 000	3 302 000	72 825	5 139 825
	-	-	-	-	-	-

créances commerciales	-	-	-	-	-	-
autres concours à la clientèle	-	-	-	-	-	-
comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
à vue	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-	-	-	-	-
comptes d'épargne à régime spécial	-	-	-	-	-	-
à vue	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
autres dettes	-	-	-	-	-	-
à vue	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	1 764 918	3 301 892	79 899	5 146 710
bons de caisse	-	-	-	-	-	-
titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
emprunts obligataires	-	-	1 764 918	3 301 892	79 899	5 146 710

Note 7. Opérations avec les entreprises liées et les participations

	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
	Participations et entreprises liées		Filiales	
Engagements donnés	-	-	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-
Engagements de garantie	-	-	-	-
Engagements sur titres	-	-	-	-
Engagements reçus	6 297 128	4 609 103	-	-
Engagements de financement	-	-	-	-
Engagements de garantie	6 297 128	4 609 103	-	-
Engagements sur titres	-	-	-	-

Note 8. Engagements de l'activité bancaire

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés		
Engagements de financement	-	-
en faveur des établissements de crédit	-	-
en faveur de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	-	-
d'ordre d'établissements de crédit	-	-
d'ordre de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	-	-
autres engagements donnés	-	-
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
reçus des établissements de crédit	-	-
reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	6 297 128	4 609 103
reçus des établissements de crédit	6 297 128	4 609 103
reçus de la clientèle	-	-
Engagements sur titres	-	-
autres engagements reçus	-	-

Note 9. Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	111 184	-174	79 445	-2 641
Opérations avec la clientèle	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-106 920	-	-75 992
Autres opérations	174	-	2 641	-
Total	111 358	-107 094	82 086	-78 633

Note 10. Tableau Flux Trésorerie

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles		
Résultat net	2 230	1 824
Impôt	749	603
Résultat avant impôt	2 979	2 427
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
Dotations nettes aux provisions	-	-
Quote-part de perte/(bénéfice) dans les sociétés mises en équivalence	-	-
Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-	-
(Produits)/charges des activités de financement	-	-
Autres mouvements	-565	-4 372
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et des autres ajustements	-565	-4 372
Opérations interbancaires	-1 380 000	-1 000 000
Opérations avec la clientèle	-	-
Opérations sur autres actifs/passifs financiers	-	-
Opérations sur autres actifs/passifs non financiers	-	1
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts versés	-828	-454
Diminution / (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-1 380 828	-1 000 453
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-1 378 414	-1 002 398
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-	-
Actifs financiers et participations	-	-
Immeubles de placement	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Autres	-	-
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-	-
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-	-
Flux de trésorerie provenant à destination des actionnaires	-1 760	29 300
Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 380 000	1 000 000
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 378 240	1 029 300
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-174	26 902
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-1 378 414	-1 002 398
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-	-
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 378 240	1 029 300
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	130 305	103 403
Caisse, banques centrales (actif & passif)	2	2
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (Notes 1 et 6)	130 303	103 401
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	130 131	130 305
Caisse, banques centrales (actif & passif)	2	2
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (Notes 1 et 6)	130 129	130 303
Variation de la trésorerie nette	-174	26 902

La notion de trésorerie nette comprend le solde net des comptes de caisse, banques centrales ainsi que le solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédits.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les variations des flux de trésorerie générés par les activités du groupe, y compris ceux relatifs aux titres de créances négociables.

Les variations de trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les variations liées aux capitaux propres et aux dettes subordonnées.

Note 11. Comptes consolidés

Arkéa Public Sector SCF n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés. Ses comptes sont intégrés globalement dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1 rue Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site internet du Crédit Mutuel Arkéa, à savoir : https://www.cm-arkea.com/arkea/banque/assurances/c_9172/fr/documents-d-enregistrement-universels.

Note 12. Evénements post clôture

Arkéa Public Sector SCF a réalisé le 13/01/2026 une émission publique de 750 M€ à échéance 10 ans.

Note 13. Intégration Fiscale

La société était comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale du Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 01/01/2023. Elle est sortie le 01/01/2025.

IV-Rapport des commissaires aux compte sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2025)

À l'assemblée générale de la société ARKEA PUBLIC SECTOR SCF

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ARKEA PUBLIC SECTOR SCF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Par ailleurs, les services autres que la certification des comptes que nous avons fournis au cours de l'exercice à votre société et qui ne sont pas mentionnés dans le rapport de gestion ou l'annexe des comptes annuels sont relatifs à :

- L'émission des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires par la société Arkéa Public Sector SCF.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2023-03 exposées dans l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au 1^{er} de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la Direction.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par l'entité dans le rapport financier annuel déposé auprès de la CSSF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ARKEA PUBLIC SECTOR SCF par votre assemblée générale du 12 mai 2022 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 10 octobre 2008 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 4ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 18ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L.821-67 du code de commerce

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Nantes et Paris-La Défense, le 12 mars 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas JOLIVET

Deloitte & Associés
Pascal TOUSSAINT

V-Rapport de gestion

En application du règlement ANC n°2014-07, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante
ARKEA PUBLIC SECTOR SCF : 1 Rue Louis Lichou, 29480 LE RELECQ-KERHUON